

Face à la suppression de l'aide de la Région, le Crij se défend

À la fin de l'année dernière, la Région Normandie a décidé, lors du vote de son budget, de [supprimer sa subvention financière aux deux centres régionaux d'information jeunesse \(Crij\)](#), à Rouen et à Caen. Soit une somme d'environ 450 000 €, représentant le tiers du budget total de ces associations.

Dans la foulée, le bureau du Crij de Normandie était réuni à la mairie d'Elbeuf pour tenter de trouver une parade à cette nouvelle situation. Il faut rappeler que les deux Crij ne font maintenant plus qu'un, à la demande expresse d'Hervé Morin, président de Région.

« La fusion entre les deux Crij - qui travaillaient déjà ensemble - relève d'une injonction du président qui menaçait de nous couper sa subvention », explique Denis Gires, ex-président du Crij-Caen et président de la nouvelle structure (Djoudé Merabet, maire d'Elbeuf, en est le vice-président après avoir été aux manettes du Crij-Rouen).

Réalisée au grand galop, la fusion était effective au 1er juillet. *« Malgré cela, Nous avons eu la surprise d'apprendre, en décembre, que la subvention régionale était quand même supprimée. On n'imaginait pas être confrontés à une attitude si brutale et si méprisante à notre égard. Et nous avons même noté un certain malaise chez des élus de la majorité qui ont souvent vanté le professionnalisme et les bons résultats de nos équipes. »*

« Pionnier dans le domaine de l'information numérique »

« Nos actions s'inscrivent parfaitement dans les compétences de la Région, insiste Djoudé Merabet. Le procès qui nous est fait, à savoir que nous serions obsolètes, ne tient pas. Tous les indicateurs sont au vert dans les soixante sites normands. Nous avons été les pionniers dans le domaine de l'information numérique. Nous avons répondu à la demande de la Région en montant des actions européennes. Et surtout, les subventions que nous recevons ne sont pas des crédits de fonctionnement mais des financements d'actions lancées dans le cadre de conventions passées avec nos partenaires. »

Djoudé Merabet craint que cette décision d'Hervé Morin, président de l'association des Régions de France, soit un ballon d'essai avant la suppression de tous les Crij de France, pour des raisons idéologiques et/ou politiques.

Le bureau du Crij a donc planché sur les mesures à prendre en urgence pour pallier la baisse drastique de ses ressources. *« Nous avons toujours la confiance de nos autres partenaires, comme l'État, la Caisse d'allocations familiales, les départements, la Métropole, les privés... mais nous devons envisager des licenciements »,* affirme Denis Gires.

Les emplois de la moitié des vingt-six salariés de la structure pourraient être menacés. Mi-janvier, le bureau du Crij avait demandé à être reçu par Hervé Morin. Sans préjuger d'actions qui mobiliseront les premiers concernés par les activités du centre, les jeunes eux-mêmes.

Contacté hier après-midi, Djoudé Merabet déclarait n'avoir reçu encore aucune invitation du président de

Région.